



Comité des obstacles techniques au commerce

**DÉCLARATIONS DU SECRÉTARIAT DE L'OMC AUX RÉUNIONS
DU COMITÉ OTC DES 28-30 MARS 2017**

Le présent document contient les déclarations faites par le Secrétariat de l'OMC lors de la séance thématique sur les procédures d'évaluation de la conformité du 28 mars 2017 et de la réunion ordinaire des 29 et 30 mars 2017.

1 ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ: DOCUMENT DU SECRÉTARIAT JOB/TBT/224

1.1. Le présent document est une révision et une mise à jour d'un précédent document d'information sur les procédures d'évaluation de la conformité (JOB/TBT/69). Il est censé servir de base à la poursuite des travaux du Comité sur les procédures d'évaluation de la conformité, compte tenu en particulier de l'examen triennal à venir et du fait que plusieurs recommandations sont en suspens auprès du Comité dans ce domaine. Le document résume les travaux réalisés. Ceux du Comité ont été axés sur trois domaines: les méthodes d'évaluation de la conformité; l'utilisation des guides ou des recommandations internationaux pertinents; et les mécanismes permettant de faciliter la reconnaissance des résultats de l'évaluation de la conformité. Le document met l'accent sur le premier domaine, à savoir les facteurs qu'il est important de prendre en compte au moment de décider quelles procédures d'évaluation de la conformité appliquer dans différentes situations (comme les risques et le secteur de produits).

2 EPING: ACTUALITÉS

2.1. Durant la réunion du Comité OTC de novembre 2016, le DAES de l'ONU, l'OMC et l'ITC ont lancé ePing, un système d'alerte pour les notifications SPS et OTC. ePing est une plate-forme en ligne accessible au public qui permet aux parties prenantes du secteur privé et aux fonctionnaires gouvernementaux de suivre les nouvelles notifications SPS et OTC qui les intéressent. Le système propose aussi plusieurs outils pour le suivi des notifications, permettant ainsi de traiter sans tarder d'éventuels problèmes commerciaux. Quatre mois après le lancement, plus de 1 900 personnes de 142 pays se sont inscrites sur ePing. Début 2017, une enquête ePing a été élaborée pour recueillir les réactions des utilisateurs. Compte tenu du fait que le système venait d'être lancé, les résultats de l'enquête étaient largement positifs, bien que les trois quarts environ des répondants aient indiqué qu'une formation (en ligne ou en salle) les aiderait à mieux utiliser ePing.

2.2. Dès qu'une version pilote avait été disponible, le Secrétariat de l'OMC, l'ITC et le DAES de l'ONU avaient commencé à recevoir des demandes d'activités de formation et d'information sur le système. En 2016, plus de dix activités de formation et d'information ePing avaient été organisées, et les activités liées à ePing continuaient de représenter une part importante du programme d'assistance technique du secrétariat du Comité OTC. Les trois organisations étudient actuellement les possibilités d'organiser davantage de sessions de formation et d'information pour satisfaire les demandes. Mis à part la formation, les futures activités seront axées sur la maintenance, l'amélioration et le développement d'ePing ainsi que sa promotion, surtout dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

3 GUIDE DES POINTS D'INFORMATION: RAPPORT DE SITUATION

3.1. Lors du septième examen triennal, les Membres ont demandé au "Secrétariat d'établir, en s'appuyant sur les données d'expérience échangées par les Membres et aux fins de la formation et

du renforcement des capacités, un guide sur les meilleures pratiques concernant les points d'information ...".¹ À la réunion informelle du Comité OTC en septembre 2016, les Membres ont été informés de la publication d'une enquête en ligne sur les points d'information à laquelle 68 Membres avaient répondu. Les résultats de cette enquête sont utilisés pour la rédaction du guide. L'objectif du guide sera d'aider les Membres à mettre en œuvre les dispositions de l'Accord OTC relatives à la transparence en ce qui concerne les points d'information. Il le fera essentiellement en donnant un aperçu des principales obligations énoncées dans l'Accord OTC, des décisions et des recommandations pertinentes adoptées par le Comité, et des données d'expérience recueillies auprès des Membres. Il traitera de la création de points d'information et de leurs fonctions principales, et soulignera quelques-uns des résultats clés de l'enquête, tels que l'importance de ces institutions pour la mise en œuvre des engagements des Membres en matière de transparence. Le guide devrait être achevé en 2017.

4 EXAMEN ANNUEL: DOCUMENT DU SECRÉTARIAT G/TBT/39/REV.1²

4.1. Le 22^{ème} examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord OTC figure dans le document G/TBT/39/Rev.1, rapport factuel couvrant les activités du Comité en 2016. Le résumé analytique donne un bon aperçu des travaux importants entrepris par le Comité, dont les principaux sont: i) le lancement de "ePing"; ii) en matière de transparence, le nombre de notifications présentées en une année a été le plus élevé dans l'histoire du Comité; iii) 173 PCS examinées; iv) 7 sessions thématiques dont 2 sur la coopération entre les Membres dans le domaine de la réglementation, axées sur l'efficacité énergétique et l'étiquetage des produits alimentaires; et v) la huitième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements. Le document comporte aussi un ensemble de graphiques présentant les renseignements sur les notifications et les PCS tirés du système [TBT IMS](#) qui a été relancé récemment avec de nouvelles fonctions de téléchargement direct de ces graphiques.

5 ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE: PÉRIODE BIENNALE 2016-2017

5.1. Comme les années précédentes, les activités d'assistance technique liées aux OTC demandées et menées par le Secrétariat en 2016 ont continué à être très importantes³, en adéquation avec la demande croissante des dernières années. En 2016, le Secrétariat de l'OMC a organisé au total 37 activités d'assistance technique liées aux OTC, sous différentes formes, ou y a participé. Quinze étaient des ateliers nationaux, régionaux ou tenus à Genève portant expressément sur l'Accord OTC. Trois de ces activités propres aux OTC étaient particulièrement importantes, à savoir: i) une séance de suivi du cours avancé sur l'Accord OTC, d'une durée d'une semaine et organisée conjointement par la Division du commerce et de l'environnement et l'IFCT, dans le cadre de laquelle 20 participants du cours avancé de 2015 sur l'Accord OTC sont revenus à Genève pour partager leurs expériences et faire rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de leurs plans d'action; ii) un atelier sur les normes, les réglementations et la santé, le premier de ce type jamais organisé, qui a été élaboré et organisé par la Division du commerce et de l'environnement (conjointement avec la Division de l'agriculture et des produits de base); et iii) un atelier sur la transparence et les outils favorisant la transparence dans le domaine des OTC, d'une durée de 3 jours et organisé parallèlement à la réunion de novembre du Comité OTC auquel ont assisté 29 participants des pays les moins avancés et des pays en développement, qui tous interviennent dans la mise en œuvre de l'Accord OTC au niveau national. En 2016, plus de la moitié des activités nationales, régionales et tenues à Genève consacrées aux OTC ont porté également sur l'Accord SPS et ont été organisées en coopération avec les experts du Secrétariat chargés de ce domaine. En effet, la demande d'ateliers nationaux consacrés à la fois aux OTC et aux SPS augmente significativement depuis 2015. Les données préliminaires concernant les activités d'assistance technique liées aux OTC en 2017 indiquent que les activités nationales devraient de nouveau augmenter par rapport aux dernières années, et que la demande d'activités d'assistance technique liées aux OTC restera de manière générale très élevée. Plusieurs activités d'assistance technique sur ePing ont aussi été organisées.

¹ G/TBT/37, paragraphe 5.12 a) ii).

² La révision a été distribuée sous la cote G/TBT/39/Rev.1 le 18 mai 2017.

³ G/TBT/GEN/212.